

Grèce : les aveux calculés du FMI

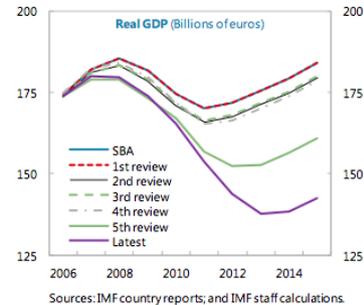
PAR MARTINE ORANGE
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 7 JUIN 2013

Tout faux ou presque. C'est le constat qui s'impose après la lecture **du rapport interne du FMI**, publié le 5 juin, sur la politique imposée à la Grèce depuis le début de la crise euro. Rarement une institution internationale se sera livrée à un exercice d'autocritique aussi décapant. Le seul vrai résultat que le FMI reconnaît dans la gestion des trois années de crise, c'est que la Grèce est restée dans la zone euro.

Pour le reste, aucun objectif n'est atteint, à en croire le rapport. « *Il y a eu des échecs notables. La confiance des marchés n'est pas revenue, le système bancaire a perdu 30 % de ses dépôts, et l'économie subit une récession bien plus profonde que prévu avec un taux de chômage exceptionnellement élevé. La dette publique reste trop haute et devra éventuellement être restructurée* », écrit le rapport en préambule. « *La crise et la récession ont eu de terribles conséquences pour la Grèce en terme de chômage et ont provoqué un malaise grandissant dans la société, les partis extrêmes gagnant de plus en plus d'influence* », conclut-il.

Ce constat est bien éloigné de celui dressé par la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, elle-même ou par les autorités européennes, qui ne cessent de répéter en boucle depuis quelques semaines que la

Grèce est sur la voie du redressement et que le pire est passé. Une façon de se persuader et surtout de persuader les Européens qu'ils ne se sont pas trompés.



Evolution du PIB de la Grèce avec les différentes révisions des prévisions © FMI

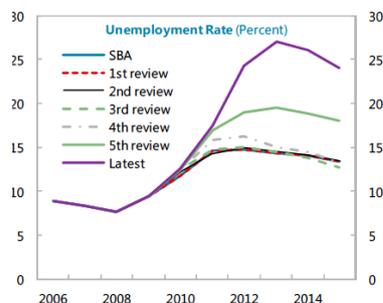
D'où leur vient une telle assurance ? À lire les chiffres du rapport, une évidence s'impose : l'Europe et le FMI ont constamment été dans l'erreur depuis le début. La Grèce signe une déroute intellectuelle, politique, économique européenne sans précédent. Elle a été le cobaye des dogmes et des *a priori* de l'Europe, de la Banque centrale européenne et du FMI, qui ont piloté les différents plans de sauvetage du pays par le biais de la Troïka. Elle en paie un prix social et économique exorbitant. Le pays va en avoir pour des années pour se remettre de cette destruction menée au nom de l'euro, et qui avait été prédite par nombre d'économistes, atterrés ou non.

Les programmes d'austérité et d'ajustement fiscal et budgétaire s'imposaient, compte tenu de la situation financière et économique de la Grèce, insiste le rapport. « *Une profonde récession était inévitable* », ajoute-t-il. Pourtant, tout en s'accrochant à leurs analyses et leurs dogmes, les rapporteurs sont bien obligés de reconnaître que la réalité ne s'est pas conformée à leur théorie.

Ils rappellent leurs prévisions du début et les comparent aux résultats actuels. L'effet est dévastateur. « *Les révisions des données compliquent les comparaisons, mais le PIB réel en 2012 était inférieur de 17 % à celui de 2009, alors qu'il était prévu seulement une baisse de 5,5 % dans le premier programme.* » La Troïka a manifestement eu du mal à admettre le dérapage par rapport à la trajectoire prévue : « *Les prévisions de croissance de départ ont été maintenues jusqu'à la cinquième révision (en*

décembre 2011) et ont été alors révisées, la reprise étant reportée à 2014. » Mais faut-il croire à cette nouvelle prévision ?

L'échec des théories

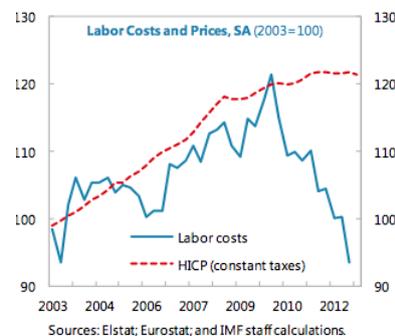


évolution du chômage avec les révisions des différents scénarios © FMI

Conséquence de cette sous-estimation massive des programmes d'austérité : le chômage est bien plus élevé que prévu, « en ligne avec la sévérité de la récession ». « Le taux de chômage en 2012 était de 25 %, alors que les premières projections prévoyaient un taux de 15 %. L'importante hausse du chômage a dépassé les prévisions calculées sur les estimations du **coefficient Okun** (loi économique qui prévoit une relation linéaire entre le taux de croissance et celui du chômage – ndlr) pour la Grèce. »

Mais la théorie ne suit pas non plus sur les questions budgétaires et financières. La réduction des dépenses publiques a été menée à la hache. Les emplois publics ont été abaissés, les dépenses de santé, d'éducation ont été taillées en pièces, les retraites et les salaires abaissés, les impôts et toutes les taxes augmentés. Et pourtant, là non plus les résultats ne correspondent pas aux attentes. Si le déficit budgétaire a considérablement diminué, l'endettement quant à lui explose. Là encore, les prévisions tablaient sur un

retour autour de 140 % du PIB aux alentours de 2020. Les nouvelles projections sont plutôt autour de 225 % du PIB à la même date.



Evolution des coûts salariaux en Grèce

De même, les experts de la Troïka étaient persuadés du bien-fondé de la théorie libérale sur la dévaluation interne et les effets de la baisse des salaires sur le retour de la compétitivité. « Les coûts salariaux ont baissé de façon significative pendant la période », note le rapport, sans que cela ait quel effet sur le chômage et pas davantage sur la compétitivité. Car les effets de la baisse des coûts salariaux n'ont été répercutés ni sur les prix à la consommation, ni dans les exportations. De plus, la récession a entraîné une baisse des investissements productifs. Conséquence : « L'essentiel de l'amélioration de la productivité tient à la réduction des salaires. Les gains de productivité ont été très limités. »

« Les projections montrent que seulement 3 % sur les 20-30 % d'améliorations nécessaires pour retrouver une compétitivité seront réalisées en 2013 », note le rapport. Le FMI semble tout à coup se rendre compte que la compétitivité de l'économie ne se résume pas aux coûts salariaux mais doit aussi intégrer d'autres critères, comme la base productive, la recherche, le savoir-faire, les infrastructures. Un tout petit oublié.

Le fiasco est tel que le FMI ne peut éviter de se poser quelques questions sur le programme d'austérité imposé par la Troïka à la Grèce. Pourquoi cela a-t-il tourné si mal ? Le rapport reconnaît avoir fait quelques erreurs théoriques, dont le fameux coefficient budgétaire (liant les effets de la réduction des dépenses publiques sur l'ensemble de l'économie – ndlr) qui donne lieu à un vaste débat

entre le FMI et l'Europe depuis neuf mois (**voir le double langage du FMI**). « *Le programme initial reposait sur un multiplicateur de seulement 0,5, en dépit de la relative fermeture de l'économie grecque et du manque d'outil de change (en raison de l'euro). De récentes études sur le programme grec montrent en fait un multiplicateur du double de la taille.* » En termes clairs, alors que le FMI prévoyait que pour un euro économisé dans les dépenses publiques, les répercussions sur l'économie grecque ne seraient que de 50 centimes, il s'avère que pour un euro économisé par le public, le contrecoup estimé sur l'économie grecque est une réduction de 2 euros. La différence d'évaluation est de 1 à 4. Une petite erreur.

De même, le FMI avoue avoir été trop confiant dans le secteur privé, censé prendre le relais du public. Mais les espoirs placés dans le privé, toujours paré de toutes les vertus, n'ont pas été récompensés. La confiance n'est pas revenue. Pire, les capitaux ont fui.

Circonstances atténuantes

Mais l'institution internationale plaide les circonstances atténuantes. D'abord, un plan de sauvetage en Europe avait un caractère totalement expérimental. Le FMI n'était jamais intervenu dans une situation aussi compliquée que la zone euro, qui interdit toute dévaluation pour accompagner les mesures d'austérité imposée, rappelle-t-il. Il lui a fallu aussi apprendre à travailler avec l'Union européenne et la BCE, autres membres de la Troïka, collaboration qui, finalement, se félicite-t-il, a bien fonctionné.

Le rapport pointe naturellement les responsabilités des différents gouvernements grecs, qui, insiste-t-il, ont tergiversé dans l'application des mesures prônées. Mise en place trop lente des réductions d'effectifs dans le secteur public, contrôle insuffisant, programme de privatisation trop lent, recouvrement de l'impôt insuffisant, rigidités de l'économie avec des secteurs protégés qui bloquent l'adaptation, lois inadaptées aux attentes des investisseurs étrangers... tout y passe.

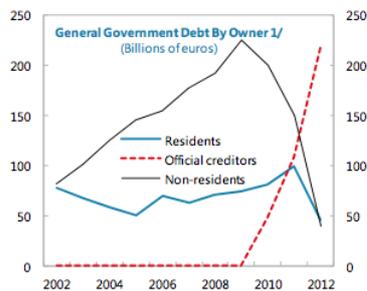
Si c'était à refaire, le FMI reconnaît qu'il ne s'y prendrait plus comme cela. D'abord, il ferait moins confiance dans les promesses successives du gouvernement. Après, il imposerait d'emblée

un programme massif de privatisation. Tout juste reconnaît-il qu'il prêterait un peu plus d'attention à la question de l'évasion fiscale, qu'il avait sous-estimée.

Mais les vraies responsabilités du fiasco grec, le FMI les impute à l'Europe. Les louvoiements incessants des dirigeants européens, la menace sans cesse agitée de sortir la Grèce de l'euro, les refus de payer ont pesé sur les trois années de gestion de la crise grecque. L'Europe s'employant avec constance à miner toute confiance envers à Athènes, poussant le pays jusqu'à l'explosion. Chaque différend, chaque petite phrase d'un responsable européen a été payée chèrement par les Grecs, par le biais de l'explosion de ses taux puis par le renforcement des mesures d'austérité.

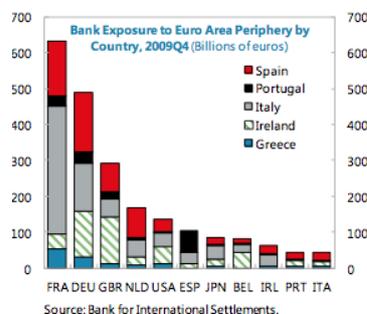
Au-delà des différences politiques, l'institution internationale reproche à l'Europe sa rigidité doctrinale, et surtout la volonté de donner une leçon à la Grèce, la vertu étant érigée comme mode de gouvernement contre les auteurs endettés. Le rapport rappelle combien la notion d'aléa moral a pesé dans les discussions. Tout cela a été une erreur, infligeant des peines injustifiées à la Grèce, insiste aujourd'hui le rapport. « *Une autre voie pour rendre la dette plus supportable aurait été de la restructurer dès le début* », écrit-il en citant l'exemple islandais ou des programmes menés dans le reste du monde sous l'égide du seul FMI. « *Mais en Grèce, à la veille du programme, les autorités ont considéré la restructuration de la dette comme une fausse piste, qui ne pouvait être mise sur la table des discussions par le gouvernement grec et qui n'a pas été proposée au fond* », martèle le rapport.

Le transfert caché



Les détenteurs de la dette grecque © FMI

En 2012, l'Europe a bien dû se plier au principe de réalité et admettre qu'une restructuration de la dette grecque était inévitable. Mais entre-temps, comme le note le rapport, la dette a changé de main. « Une restructuration plus rapide de la dette aurait diminué le fardeau de l'ajustement en Grèce et permis de diminuer les effets dramatiques de la récession. Le report a donné une fenêtre aux créanciers privés pour réduire leurs expositions et placer la dette dans des mains publiques. Ce transfert a été réalisé à une échelle impressionnante (voir graphique) et a laissé le secteur public en risque », assume le FMI.



L'exposition des banques européennes aux dettes de l'Europe du Sud en 2009 © FMI

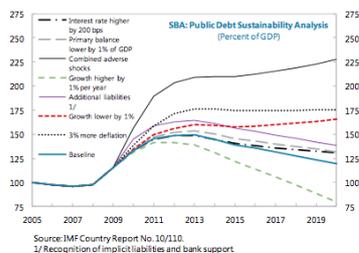
Mais il ne dit rien des raisons qui ont poussé l'Europe à faire ce choix contraire aux intérêts tant des Grecs que des Européens. Cependant, un petit graphique opportunément publié dans le rapport rappelle ce qui était en jeu : l'énorme exposition des banques européennes, en premier lieu françaises, en Grèce et dans les pays de l'Europe du Sud. Ce que de nombreux économistes avaient souligné dès le départ de la crise grecque fin 2009 se trouve implicitement confirmé par le FMI : la gestion de la crise grecque et plus

largement de la zone euro par les dirigeants européens a essentiellement veillé au seul intérêt du système bancaire et financier.

Lors de sa conférence de presse mensuelle, le président de la BCE, Mario Draghi, a refusé de reconnaître la moindre erreur dans la gestion de la crise grecque. « La Grèce s'est attelée à un ajustement formidable. Il faut reconnaître les efforts entrepris et les résultats obtenus », a insisté le président de la BCE avant de mettre en garde contre toute révision de l'histoire avec les lunettes du présent.

De son côté, la commission européenne a vivement réagi jeudi à la publication du rapport du FMI. Elle en conteste fortement l'analyse. Le principal point d'achoppement : la restructuration de la dette. « Même en reconnaissant que la restructuration était inévitable, les risques liés à une restructuration précoce de la dette grecque étaient immenses. La bourrasque sur les marchés financiers au début de 2010 était seulement en train de se calmer, le système bancaire était extrêmement fragile et il n'était pas possible d'évaluer les effets financiers et psychologiques de la plus importante restructuration obligatoire dans l'histoire européenne et de ses potentiels contrecoups sur l'économie réelle dans la zone euro. Compte tenu de cet environnement, une restructuration plus tardive a donné du temps pour bâtir un système de sécurité. Une restructuration plus rapide aurait aussi entraîné des risques de contagion systémique. »

À ce stade, la querelle ouverte entre le FMI et la Commission européenne n'est plus du tout théorique. La nervosité qui a saisi les membres de la Troïka montre que l'expérience grecque est en train de tourner au désastre.



Evolution de la dette grecque selon différents scénarios © FMI

Les discussions se mènent dans la plus grande discrétion. Tout le monde espère pouvoir temporiser jusqu'aux élections allemandes en septembre, afin de ne pas polluer le débat politique en Allemagne et de ne pas compromettre la réélection probable d'Angela Merkel. Mais une nouvelle restructuration de la dette grecque semble inévitable compte tenu de

la spirale déflationniste dans laquelle est entraînée la Grèce et qui menace de précipiter le pays dans un effondrement total.

Mais cette fois, ce ne seront plus les créanciers privés qui seront mis à contribution, mais les pays européens. En un mot, les peuples européens à qui l'Europe reproche de vivre au-dessus de leurs moyens, à qui elle demande des réformes structurelles, des réductions dans les dépenses de santé, d'éducation, de retraites, la suppression des services publics, vont devoir assumer l'effacement des dettes de la Grèce.

Qui assumera alors la responsabilité de leur expliquer que les nouvelles charges qui vont leur être imputées découlent du choix politique de sauver les banques plutôt que les peuples ? En publiant ce rapport dans lequel il reconnaît des erreurs mais impute les choix politiques aux dirigeants européens, le FMI anticipe déjà la crise à venir. Il se dédouane par avance et renvoie la patate chaude aux dirigeants européens. À un moment ou à un autre, ceux-ci ne pourront plus faire l'économie de s'expliquer sur le désastre de leur politique, en Grèce comme dans toute l'Europe.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitran ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.